

Les subsides

Je crois qu'une négociation commerciale bilatérale n'est pas à l'avantage du Canada. Seule une démarche mondiale avantagera le Canada. C'est dans une optique mondiale que notre position est la plus forte et dans ce cas, nous ne sommes pas désavantagés par un rapport avec le partenaire commercial si démesurément puissant qu'est notre voisin du sud.

Voilà en gros la position libérale que nous avons élaborée au cours des décennies, sous l'égide de M. Pearson, de M. Trudeau et de notre chef actuel.

M. McDermid: Monsieur le Président, le débat d'aujourd'hui a été sensationnel: les libéraux nous ont exposé jusqu'à maintenant à peu près quatre positions distinctes! Les historiens se pencheront sans doute avec intérêt sur les pages du hansard d'aujourd'hui pour prendre connaissance des diverses positions énoncées par ce parti.

Compte tenu du grand intérêt que le député porte à l'écologie, convient-il que le Canada pourrait faire valoir ses excédents d'eau pour négocier son accès aux marchés américains? Est-il d'accord avec cette proposition faite par le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) alors qu'il était le secrétaire parlementaire du ministre des Ressources?

● (1740)

M. Caccia: Monsieur le Président, je remercie le secrétaire parlementaire de sa franchise; il ne s'est pas contenté de fournir une citation, il l'a datée. Elle démontre qu'avec le temps, les gens peuvent changer d'opinion. Il a changé d'avis à plusieurs reprises. Pourquoi pas? Il a gagné en sagesse et en expérience. Je suis certain qu'il a dû changer d'avis sur plusieurs questions.

Cette observation, j'en suis sûr, s'applique également au chef de notre parti, car il a fait cette déclaration il y a plus de vingt ans. Nous n'avons certainement pas l'intention de nous lancer dans des négociations sur l'eau.

Le président suppléant (M. Paproski): Là-dessus, je pense que le temps alloué aux questions et aux commentaires est terminé.

M. Bill Kempling (Burlington): Dès le départ, monsieur le Président, je tiens à dire qu'en tant que ministériel, je me suis beaucoup amusé à entendre le député de Davenport (M. Caccia), naguère ministre de l'Environnement, parler de questions environnementales. Il y a lieu de signaler, pour la compréhension générale, qu'en sa qualité de ministre, il n'a jamais présenté de projet de loi, ni jamais proposé de motion, ni jamais fait quoi que ce soit concernant l'environnement. Il n'a jamais rien fait que se plaindre, comme il l'a fait encore aujourd'hui.

Je tiens à préciser les faits. Le Nouveau Parti Démocratique s'oppose en principe à tout accord commercial avec les États-Unis.

M. Keeper: Allons donc!

M. Kempling: C'est ce que disent les députés de ce parti. Ils ne veulent ni négociations ni discussions. Pourtant, ils tiennent à des garanties d'accès au vaste marché américain.

Non seulement le NPD s'oppose-t-il par idéologie à tout accord commercial avec les États-Unis, mais son attitude générale est tout à fait anti-américaine. Si nous devons agir ainsi que les députés néo-démocrates le souhaitent, nous mettrions fin à nos négociations commerciales avec les États-Unis; ainsi

qu'ils l'ont dit aujourd'hui à maintes reprises, nous devrions nous retirer du NORAD et de l'OTAN, aligner notre conduite sur celle de certains pays derrière le rideau de fer, nous assembler le long de la frontière canado-américaine et menacer nos voisins du poing.

M. Keeper: J'invoque le règlement.

M. Kempling: Pourtant, ils veulent des garanties...

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie.

M. Keeper: Monsieur le Président, j'invoque le règlement. Le règlement doit sûrement renfermer un article qui interdit à un député de travestir à ce point la vérité lors d'un débat à la Chambre.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, c'est un point de débat. Le député de Burlington (M. Kempling) a la parole.

M. Kempling: En même temps, le Nouveau Parti Démocratique veut des garanties de toutes sortes permettant aux États-Unis d'acheter chez nous à certaines conditions. La réalité, c'est que le Nouveau parti démocratique en est encore à l'époque des diligences.

M. Keeper: Qu'avez-vous contre les diligences?

M. Kempling: Il suffit de lire la motion présentée par le député de Essex—Windsor (M. Langdon) pour s'en convaincre.

M. Keeper: Que reprochez-vous aux chevaux?

M. Kempling: Qu'est-ce que vous avez à marmotter?

M. Keeper: Que reprochez-vous aux chevaux?

M. Kempling: Je pourrais mentionner certaines parties des chevaux, mais je n'en ferai rien.

Si nous devons nous en remettre au Nouveau parti démocratique, il passerait son temps à subventionner les fabricants de fouds de cocher et de roues de diligence.

Le député d'Essex—Windsor ne propose pas, j'espère, que nous négocions un accord de libre-échange à la Chambre? Il a mentionné le secret entourant les négociations et s'est plaint de ne pas savoir ce qui se passait. Si tel est le cas, c'est qu'il n'a pas lu les communiqués du ministère du Commerce ni l'ouvrage très complet préparé par la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, pas à nous, s'il ne sait pas ce qui se passe.

Nous ne pouvons pas négocier un accord commercial global à la Chambre des communes. Nous négocions un tel accord avec les États-Unis en vue de déterminer s'il est possible de s'entendre pour éliminer une gamme d'entraves au commerce et de placer ainsi les échanges entre le Canada et les États-Unis dans une nouvelle perspective. Il y a en ce moment 300 projets de loi à tendance protectionniste devant le Congrès des États-Unis. Beaucoup visent le Canada et certains même visent exclusivement le Canada. Nous ne pouvons pas fermer les yeux et battre en retraite. Il nous faut trouver le moyen de faire face, puis négocier un accord. Si nous réussissons à trouver un terrain d'entente, nous pourrions alors contrer les droits commerciaux et les mesures antidumping actuellement imposés par les États-Unis.